

Journées Annuelles sur la Gouvernance en Afrique
Conférence « L'Afrique réinvente sa Gouvernance »

Discours à la Cérémonie de clôture Monsieur Philippe Barbry
Ambassadeur de France en République du Cap-Vert

Monsieur le Président de l'Assemblée Nationale,

Mesdames et Messieurs les ministres, députés, élus locaux,

Mesdames et Messieurs les hauts représentants des fondations et partenaires de cet événement,

Monsieur le Président du Conseil de l'ARGA

Mesdames et Messieurs,

Je suis très heureux d'avoir pu participer à vos côtés à cette première conférence sur la refondation de la gouvernance en Afrique.

L'implication du Ministère français des Affaires Etrangères dans cet événement n'est pas un hasard. La proximité de la stratégie française de gouvernance démocratique avec les grandes lignes et les principes qui ont fondé la réflexion de ces derniers jours n'est pas non plus un hasard.

Cet intérêt de la France, cette convergence de vues, sont les conséquences logiques d'un partenariat soutenu et d'échanges approfondis avec les initiateurs de cette conférence.

Nous avons en effet, dès 2005, été partie prenante des réflexions engagées, notamment avec l'Union Africaine, en appuyant cet espace public interafricain de dialogue que constitue l'ARGA, en soutenant l'IAGA (l'Institut africain de la gouvernance, basé à Dakar), en soutenant aussi des initiatives nationales comme le Forum multi-acteurs au Mali.

Sans m'étendre sur les appuis bilatéraux à la gouvernance locale en Afrique (appui au mouvement municipal, aux processus de décentralisation, à la gouvernance des services de base, etc.), je voudrais rappeler que l'État français ne travaille pas seul sur ces questions : les collectivités territoriales, très actives à l'international, mènent une coopération décentralisée de plus en plus axée sur la gouvernance, les organisations de la société civile, s'y investissent elles aussi (le gouvernement français vient de décider de doubler la part d'APD qui transiterait par les ONG).

La stratégie française de gouvernance démocratique, elle-même élaborée (et adoptée) dans un cadre multi-acteurs, repose avant tout sur la conviction que la gouvernance et , par là, la

légitimité des institutions publiques, ne peut se fonder que sur des processus endogènes : la démocratie ne s'exporte pas, elle ne se décrète pas, elle doit s'inventer, comme l'avez si bien démontré, dans un contexte marqué par des spécificités historiques, sociales et politiques.

Il en découle naturellement que l'échelon local est le lieu par excellence de ce processus, là où se rencontrent le citoyen et l'autorité publique, là où le premier peut s'exprimer, être responsabilisé et où le second à l'occasion d'être légitimé.

Il ne s'agit pas bien-sûr, de s'enfermer dans ses particularismes, mais au contraire, tout en s'ouvrant à un monde globalisé (où les consciences sociales se réveillent un peu partout), de s'ouvrir au pluralisme démocratique.

Nous aurons compris ensemble, je crois, que cette refondation que vous appelez de vos vœux et que ce séminaire aura grandement contribué à faire émerger, nécessitera, de la part des bailleurs un remodelage de leurs de coopération.

Le temps des transferts de modèles est bien révolu et il s'agira, dans un temps peut-être plus long que celui des projets classiques, de travailler ensemble à l'expression concertée des besoins, d'accompagner le changement, de proposer des « itinéraires » et de tirer les leçons de toutes les expériences.

C'est dans ce sens que la France souhaite poursuivre son engagement en Afrique.

Je vous remercie.